

Centre Norbert Elias (CNE, CNRS-EHESS-UAPV-AMU-UMR8562)
Centre d'Études des Mouvements Sociaux (CEMS, EHESS)
Laboratoire Environnement Population Développement (AMU, IRD)
Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS, EHESS-CNRS-INSERM-UP13)
UMR Innovation (CIRAD, INRAE, Montpellier SupAgro)



Appel à communication pour les 2^{èmes} Journées d'étude du Groupe SHS-Pesticides Paris, 18-19 mars 2021

Comité d'organisation : Alexis Aulagnier, Carole Barthélémy, Eve Bureau-Point, Mounia El Kotni,
Frédéric Goulet, Moritz Hunsmann, Ludovic Temple

Appel à communication

2^{èmes} journées d'étude du Groupe SHS-Pesticide

18-19 mars 2021 – Paris – EHESS

Le groupe « SHS/Pesticides » a été créé suite aux journées d'études « *L'objet « pesticides » en sciences humaines et sociales. Quels savoirs pour quelle transition écologique ?* » organisées par le Centre Norbert Elias (Eve Bureau-Point et Dorothee Dussy) et le Laboratoire Population Environnement Développement (Carole Barthélémy) à Marseille les 5 et 6 février 2020. Dans l'optique de faciliter les échanges, les initiatives collectives et la recherche en sciences humaines et sociales sur les pesticides, ce groupe a mis en place des outils de communication (Liste Renater réunissant une soixantaine d'abonné(e)s) et un espace de rencontres et d'échanges (journées d'étude annuelles). Nos échanges se structurent autour de plusieurs axes : 1) Diversité des angles d'analyse en SHS sur l'objet « pesticides », 2) Interdisciplinarité (interactions SHS/sciences de l'environnement/sciences médicales pour mieux appréhender l'objet pesticides), 3) Enjeux internationaux (variabilité des enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux à l'échelle des continents), 4) l'articulation Sciences/Sociétés (retombées de la recherche dans la société : Quels dispositifs de recherche ? Quelle diffusion des savoirs ?)

Les deuxièmes journées d'études se tiendront les 18 et 19 mars 2021 à l'EHESS Paris et se structureront autour de trois sessions décrites ci-dessous, élaborées par des membres du groupe. Ces journées visent à donner une plus grande visibilité aux travaux en sciences humaines et sociales sur les pesticides, à faciliter les collaborations et à renforcer la place des SHS dans les débats scientifiques sur cet objet controversé.

Session 1

Les pesticides en agriculture : alternatives, substitutions, transitions

(Alexis Aulagnier- alexis-aulagnier@gmail.com et Frédéric Goulet- frederic.goulet@cirad.fr)

Les efforts en faveur de la définition d'alternatives aux pesticides agricoles connaissent depuis une dizaine d'années une intensification. La promotion de ces alternatives constitue ainsi l'un des piliers de l'Année internationale de la santé des végétaux lancée en 2020 par l'Organisation des Nations Unies. En 2008, la France a lancé le plan Ecophyto, avec l'objectif ambitieux de réduire de 50% en dix ans la consommation de pesticides, avec des résultats qui se sont rapidement avérés limités (Guichard et al., 2017). Pour tenter d'atteindre ces objectifs de réduction, différents types d'alternatives ont été mis en avant. Il en va par exemple de la transformation en profondeur des systèmes et pratiques de production agricoles (Ricci et al., 2011), ou de la promotion de technologies de substitution comme le biocontrôle (Aulagnier & Goulet, 2017). L'objectif de cette session est d'interroger de manière large les mécanismes de définition et d'émergence des alternatives aux pesticides, en explorant deux axes de réflexion.

1. Le premier axe visera à rendre compte de la diversité des alternatives aux pesticides, et des déplacements multiples associés à leur développement (Goulet et Hubert, 2020). La définition de ces alternatives peut prendre des formes et des chemins divers. Elle peut donner lieu à des innovations hétérogènes, et générer des controverses quant à leur efficacité (Villemaine et al., 2020). Ces alternatives peuvent s'inscrire dans une logique visant à permettre aux agriculteurs de réduire leur usage, ou de s'en passer totalement. Les communications aborderont donc les questions suivantes : quel est aujourd'hui l'éventail des alternatives aux pesticides, et comment sont-elles sélectionnées ou mises en concurrence ? Qui en sont les promoteurs dans les sphères scientifiques et industrielles ? Quelles sont les trajectoires historiques associées à ces méthodes et à ces technologies ? Comment enfin viennent-elles s'insérer au sein de systèmes sociotechniques construits autour des pesticides de synthèse, faits d'un

enchâssement de pratiques agricoles, des dispositifs réglementaires et légaux, de tissus industriels ou encore de dispositifs de prescription marchande et de conseil ?

2. Un deuxième axe de réflexion vise à nourrir une perspective critique centrée sur la substitution et le remplacement comme modes spécifiques de développement d'alternatives. Dans le secteur agricole (Rosset et al., 1997) comme dans d'autres domaines, la substitution est parfois dénoncée par une série d'acteurs comme une option minimaliste. Elle serait le symptôme d'un refus d'envisager des transformations plus profondes des modes de production ou des sociétés. Substituer serait céder aux sirènes du « technologisme » et du « solutionnisme » (Morozov, 2014 ; Quijoux & Saint- Martin, 2020), et enfermer dans un réductionnisme technologique des choix collectifs et politiques (Larrère & Larrère, 2017). Néanmoins la substitution et le remplacement restent des outils rhétoriques et politiques particulièrement puissants, nourrissant des promesses technologiques et permettant de dessiner des futurs acceptables pour le plus grand nombre d'acteurs. L'enjeu ici est donc de s'interroger sur les ressorts et les effets politiques de la substitution. Des contributions portant sur la place qu'occupent les mécanismes de substitution ou de remplacement dans les transitions sociotechniques seront particulièrement bienvenues (Geels & Schot, 2007). Il en va de même pour celles adoptant une perspective comparatiste, incluant un regard sur d'autres secteurs en transition, ou engageant une approche globale de la santé (humaine, végétale, animale) au sein des territoires.

Session 2

Mobilisations face à la contamination

(Mounia El Kotni – mounia.elkotni@gmail.com)

L'étude des pesticides et de leurs conséquences sur la santé mobilise les chercheur·e·s de formations disciplinaires diverses, les organisations non-gouvernementales et les citoyen·ne·s sur différents continents. Les recherches en santé environnementale mettent en avant le rôle crucial des non-expert·e·s enquêtant sur leur santé (Akrih et al. 2013), dans la prise de conscience des dangers de la contamination par le grand public. Face à la l'inaction des états, des groupes de populations marginalisées et exposées à une toxicité quotidienne se mobilisent pour leur santé, sur plusieurs continents (Allen et al. 2017; Centemeri 2011; Hoover et al. 2012; Taylor 2014). Les mobilisations pour dénoncer les contaminations peuvent ainsi prendre différentes formes : individuelles (lanceur·se·s d'alerte, résistance d'agriculteur·rice·s), para-institutionnelles (ONG), locales (autogestion d'un quartier) ou nationales (réseaux). Celles-ci intègrent parfois d'autres luttes, à l'instar des mobilisations féministes qui dénoncent la double oppression que la contamination fait peser sur les femmes et sur la « nature » (Alaimo 2008). En Amérique Latine, des mouvements de grande ampleur s'organisent sur tout le continent pour dénoncer la contamination de l'environnement par l'activité minière, l'utilisation de pesticides en agriculture, et les « mégaprojets » de multinationales. En France, des mouvements issus de la société civile tels que « Nous voulons des Coquelicots » ou la pétition de Marie-Lys Bibeyran « Pour protéger nos enfants » signée par plus de 300 000 personnes dénoncent l'utilisation massive des pesticides et leurs conséquences sur la santé humaine et sur l'environnement. En partant de leur expérience quotidienne, les mobilisations locales autour de la contamination de l'environnement combinent revendication de droits humains et ambitions de justice sociale et économique. Les mouvements dénonçant l'imbrication des différentes oppressions de classe, de race et de genre à une surexposition aux contaminants environnementaux s'articulent autour de la notion de justice environnementale, née aux États-Unis dans les années 1980 (Allen 2003; Pellow 2007). Dans cette session, nous nous intéresserons aux résistances et mobilisation en lien avec les pesticides, à différentes échelles. Nous interrogerons dans une perspective internationale aussi bien les mouvements « contre » les pesticides que ceux « pour » des alternatives. Nous porterons une attention aux mobilisations dites grassroots plutôt qu'aux initiatives institutionnelles.

Les communications pourront ainsi aborder les questions suivantes :

- quelle est la relation de ces « mouvements » avec l'État et les institutions ?
- quelle est la sociologie des personnes porteuses de ces revendications ? Quelle est la place des femmes et des minorités de genre dans les mouvements de défense de l'environnement ?
- comment s'articulent dénonciation des pesticides et préoccupations de justice sociale ?
- quelle vision de la société proposent les discours autour de la contamination ?
- quel est le rôle de la recherche dans l'accompagnement de ces mouvements et la diffusion de leurs revendications ?

Session 3

Time is on their side. Temporalités toxiques et asymétries structurelles dans la gestion des enjeux sanitaires et environnementaux liés aux pesticides

(Moritz Hunsmann – moritz.hunsmann@cncrs.fr et Nathalie Jas – nathalie.jas@inra.fr)

Vite introduits dans les écosystèmes lors des semailles ou du traitement des cultures, des animaux et des bâtiments d'élevage, les pesticides ou leurs produits de dégradation restent présents souvent longtemps dans les milieux, parfois des décennies voire des siècles. Bien des pathologies graves diagnostiquées aujourd'hui résultent d'expositions lointaines à des produits – parfois interdits depuis, et les effets sanitaires et environnementaux de pesticides dont un usage large ne s'est développé que plus récemment (comme les SDHI) ne seront pleinement appréhendables que dans de nombreuses années.

Cette session invite des contributions qui explorent comment s'articulent les différentes temporalités à l'œuvre dans le gouvernement des pesticides et de leurs effets sanitaires et environnementaux. Les systèmes de gestion des effets sanitaires et environnementaux des pesticides sont en effet traversés par de nombreuses temporalités. Les temporalités des processus d'autorisation de mise sur le marché, de surveillance post-homologation (quand elle existe), ainsi que de restriction ou d'interdiction se heurtent aux temporalités des contaminations durables due à la lenteur de leur dégradation dans l'environnement, à celles des manifestations multiples de leurs effets, ou encore à celles de la gestion, en tant que déchets toxiques, des pesticides interdits ou périmés. Quant aux temporalités de production de connaissances permettant d'objectiver les effets néfastes des pesticides, elles se confrontent non seulement aux efforts des industriels pour créer ou entretenir le doute sur la toxicité de leurs produits (pour « gagner du temps », avant l'interdiction de substances), mais aussi aux temporalités – souvent longues – de la survenue de maladies ou de dégradations environnementales. Enfin, les temporalités de la production des connaissances conditionnent à la fois les mobilisations visant à obtenir des réparations, à limiter l'usage des pesticides ou à transformer les modes de production agroalimentaire, et les éventuels changements de politiques publiques.

Comment les différents acteurs impliqués dans le gouvernement des pesticides mobilisent-ils ces temporalités multiples (et les effets d'irréversibilité qui peuvent en découler) ou, au contraire, les subissent-ils, se voyant obligés de composer avec ? Cette session part du constat que le temps est une dimension structurante, mais sous-étudiée, de la gestion des enjeux sanitaires et environnementaux liés aux pesticides. Elle propose d'explorer l'hypothèse que les agencements entre ces différentes temporalités sont des éléments structurants des processus de mise en visibilité et d'occultation des problèmes posés par les pesticides – qu'ils soient économiques, sanitaires, environnementaux réglementaires, scientifiques, politiques et/ou juridiques. Ces agencements peuvent contribuer à renforcer – ou au contraire déstabiliser – les asymétries qui structurent les processus de gouvernement des pesticides, entre préservation de certains intérêts économiques et protection de la santé humaine et de l'intégrité des écosystèmes. Cette session accueille des contributions qui explorent ces différentes dimensions.

Propositions

Les contributions attendues pour ces trois sessions pourront porter sur la France et d'autres pays industrialisés, mais aussi sur les pays émergents ou en développement. Les approches interdisciplinaires (SHS, biosciences) seront appréciées, tout comme les projets de science citoyenne. Nous serons également attentifs aux propositions allant au-delà de l'objet pesticides, qui, par la comparaison, enrichissent la réflexion. Les communications se feront principalement en français mais aussi en anglais.

Les propositions de communication seront envoyées sous la forme d'un résumé d'environ 400 mots accompagné d'une présentation de(s) (l')auteur(e)(s) (statuts, institution de rattachement, thèmes de recherche, adresse électronique) aux responsables de session dont les emails sont mentionnés ci-dessus. Chaque intervention durera 30 minutes.

Ouverture de l'appel à communication : 15 octobre 2020

Date limite de réception des propositions : 30 novembre 2020

Notification de décision : 15 décembre 2020

Journées d'études : 18 et 19 mars 2020, EHESS-Paris

Publication : Des projets de publication sont prévus

Références

- Akrich, M. et al. (2013) *Sur la piste environnementale : Menaces sanitaires et mobilisations profanes* Paris: Presse des Mines, 308p.
- Alaimo, S. (2008) Ecofeminism without Nature?, *International Feminist Journal of Politics* 10(3): 299-304.
- Allen, B. (2003) *Uneasy Alchemy – Citizens and Experts in Louisiana's Chemical Corridor Disputes*. Cambridge, Mass : MIT Press, 224p.
- Altieri, M., Rosset, P. & Nicholls, C., (1997) Biological control and agricultural modernization: Towards resolution of some contradictions, *Agriculture and Human Values*, vol. 14, n°3, p. 303-310.
- Aulagnier, A. & Goulet, F., (2017) Des technologies controversées et de leurs alternatives. Le cas des pesticides agricoles en France, *Sociologie du travail*, vol. 59, n°3.
- Centemeri, L. (2011) Retour à Seveso. La complexité morale et politique du dommage à l'environnement, *Annales. Histoire, Sciences sociales* 66(1):213-240.
- Geels, F. W. & Schot, J., (2007) Typology of sociotechnical transition pathways, *Research Policy*, vol. 36, n°3, p. 399-417.
- Goulet, F. & Hubert, M., (2020) Making a Place for Alternative Technologies: The Case of Agricultural Bio-Inputs in Argentina, *Review of Policy Research*, vol. 37, n°4, p. 535-555.
- Guichard, L., Dedieu, F., Jeuffroy, M.-H., Meynard, J.-M., Reau, R. & Savini, I., (2017) Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer, *Cahiers Agricultures*, n°26.
- Larrère, C. & Larrère, R., (2017) *Bulles technologiques*, Wildproject Éditions, 144 p.
- Morozov, E. V., (2014) *Pour tout résoudre cliquez ici: L'aberration du solutionnisme technologique*, FYP éditions, 350 p.
- Quijoux, M. & Saint-Martin, A. (2020) Start-up : avènement d'un mot d'ordre, *Savoir/Agir*, vol. 51, n°1, p. 15-22.
- Ricci, P., Bui, S. & Lamine, C. (éd.) (2011) *Repenser la protection des cultures. Innovations et transitions*, Quae, 224 p.
- Villemaine, R., Compagnone, C. & Falconnet, C. (2020) The social construction of alternatives to pesticide use: A study of biocontrol in Burgundian viticulture, *Sociologia Ruralis*.